

## Clément RAIMBAULT

29 janvier 1875 - 12 novembre 1949

**Prêtre**  
**Agronome et médecin des lépreux**

Clément Raimbault est né à la maison familiale les Hirondelles à Henrichemont près de Bourges, le 29 janvier 1875. Il est l'aîné d'une famille de 4 enfants qui donnera une religieuse et deux ecclésiastiques à l'Église. Après des études à l'École des Frères de son village, il va au collège de Bourges et se passionne pour les sciences naturelles. A 19 ans, il rêve de voyages en Afrique et d'aventures. Il réussit à intégrer une expédition scientifique qui va explorer l'Afrique Centrale (Niger, Congo, Cameroun). Près du tiers des membres mourra en route. Au cours de ce voyage, il est séduit par l'action du père spiritain Moreau de la Mission Catholique de la Sainte Famille et décide, à son retour, d'entrer au séminaire de Bourges. Il est ordonné prêtre le 29 juin 1901. En novembre il entre au noviciat de la Congrégation du St-Esprit pour être missionnaire en terres lointaines...

En 1903, il est envoyé à Nossy-Bé au nord de Madagascar. Il y passera 29 ans à soulager la détresse humaine à Hell-Ville, capitale de l'île. Supérieur de la Mission de l'île, l'année suivante, il va y construire écoles, orphelinats, maisons de retraites pour les vieux, dispensaires, sanatorium. Il soulage les lépreux et développe l'agriculture. Il propage la culture du café, du poivre, de la vanille et de l'ylang-ylang ; il crée des distilleries de parfums et se préoccupe de l'exportation de la production. Son apostolat économique et religieux sera récompensé par la croix de la Légion d'honneur.

En 1905, l'escadre russe se rendant à PortArthur fit escale à Nossy-Bé. Il donna l'hospitalité aux marins et accueillit, à sa table, l'amiral. Ce dernier lui fit don du chronomètre de marine de son bateau et de la propriété Petsamo au nord de la Norvège et fit ses éloges au tsar Nicolas II. Est-ce pour cela que Rome demanda son départ de Nossy-Bé ? Le père Raimbault se plia avec discipline et abandonna l'œuvre de sa vie.

Mgr de Beaumont souhaitait le faire venir à la Réunion pour s'occuper de "l'enfance coupable" mais l'évêque de la Réunion mourut sans pouvoir concrétiser ce vœu. Le père Raimbault arriva quand même à la Réunion sur le même bateau, en 1935, que le nouvel évêque, Mgr de Langavant. Comme il avait le choix de sa paroisse, il choisit sans hésitation la plus déshéritée : St-Bernard. Il allait y retrouver des lépreux et poursuivre ses recherches en botanique et en minéralogie.

## **RAIMBAULT Clément**

Levé dès 4 heures du matin, il consacrait sa vie aux lépreux. Trois violents cyclones — dont ceux de 1944 et de 1948 qui détruisirent les bâtiments et faillirent le tuer — n'entamèrent pas son enthousiasme. Il meurt épuisé le 12 novembre 1949. Deux ans plus tard, son corps est transféré dans un mausolée construit à St-Bernard.

Reçu et décoré par le roi Léopold de Belgique, honoré par la Société Nationale d'Acclimatation, une rue à Nossy-Bé porte son nom.

### **1948 L'ANNEE CYCLONE**

Le centre du météore du 26-27 janvier est passé à St-Bernard et s'est acharné sur nous. Pendant 2 heures nous avons vécu des instants atroces. Par deux fois, dans la nuit noire, je fus emporté par la tempête et transporté au loin. J'ai été relevé avec de nombreuses contusions, mais rien de cassé, qui me font souffrir et m'empêchent de marcher à cause d'un genou en mauvais état.

**Père Rimbault, Dieu et Patrie, 29 février 1948**

#### **Bibliographie**

*Plantes médicinales à la Réunion*

#### **Source**

R.P. Nantas, *Le Père Rimbault et les Plantes Médicinales de la Réunion*. St-Denis, N I D, 1984.

**Illustration :** Père Rimbault (Jibé)



*Pierre*  
**RATHIER-DUVERGE**

*circa 1734 - circa 1809*

**Administrateur**  
**Dernier ordonnateur royal à Bourbon**

**P**ierre Duvergé est né à Bordeaux vers 1734 d'une famille de petite noblesse. Il entre dans l'administration et épouse Thérèse-Anne Lebrun.

Sa carrière outre-mer débute en Louisiane en 1754 comme commis de l'ordonnateur à la Nouvelle-Orléans. En décembre de la même année, le tout jeune Duvergé s'installe comme notaire. Mais en novembre 1762, la Louisiane est cédée par la France à l'Espagne et les Français doivent évacuer rapidement la colonie. Pierre Duvergé abandonne ses biens et sa clientèle après 17 ans de service et rentre sans le sou à La Rochelle.

Il multiplie les démarches et obtient un maigre dédommagement, un brevet d'écrivain de marine ainsi qu'un poste à St-Domingue. Alors qu'il est sur le point de partir pour les Antilles, Foucault sous lequel il a servi en Louisiane, obtient qu'il parte avec lui à Pondichéry où il vient d'être nommé ordonnateur. En mai 1773, Duvergé et sa famille embarquent à Lorient sur *La Fortune* pour l'Isle de France et Pondichéry, qui est atteint le 2 août 1773. Duvergé fait l'intérim au fonction de sous-commissaire et il est titularisé, sur intervention de Foucault, le 8 août 1775. Il sera nommé commissaire le 30 août 1777.

La guerre ayant repris avec l'Angleterre (la France intervenant dans la guerre de libération des colonies anglaises d'Amérique), Pondichéry est conquise le 30 août 1778. Duvergé est fait prisonnier. Après sa libération, il arrive à l'Isle de France le 30 mai 1779 sur le vaisseau anglais *Success*. Le 8 avril 1782, il rentre en France sur le *Pérou* pour mettre en sécurité les comptes de Pondichéry à la demande de l'ordonnateur Etienne-Claude Chevreau. Ce dernier a remplacé le 4 juillet 1781 Denis-Nicolas de Foucault comme intendant à l'Isle de France. Duvergé voyage donc avec son bienfaiteur, Foucault.

Il s'ennuie loin de sa famille et le 11 mars 1786, il obtient de retourner à l'Isle de France avec le grade de commissaire général. Le 9 février 1787, il est nommé ordonnateur à Bourbon mais il ne rejoint St-Denis que le 11 juillet 1789. Il prend son poste deux jours plus tard.

Duvergé, encombré d'une famille nombreuse (10 enfants), sera malheureux à Bourbon. Malgré sa compétence d'administrateur, il est incapable de faire face aux nouvelles exigences de la Révolution. Le 11 mai 1793, il fait une demande motivée de mise à la

## **RATHIER-DUVERGE**

retraite. Demande refusée par l'intendant Dupuy. Mais ce dernier devra peu après céder aux pressions des sans-culottes de l'Isle de France et de Bourbon et destituer Duvergé le 7 mai 1794. Le motif : «*l'incivisme de Duvergé et son éloignement pour la révolution étaient notoires et qu'en vertu d'une loi positive (sic) les fonctionnaires publics, seulement soupçonnés, devaient sans délai, quitter leurs fonctions...*».

Il est remplacé par Chanvalon. Amer, il meurt en 1809, son épouse décédant le 28 juin 1810 à St-Denis.

### **HOMMAGE A P. DUVERGE**

«Cet officier plein de zèle a eu un travail si pénible pour établir l'ordre dans chaque bureau et pour former les sujets qui savent à peine écrire... que j'ai dû souvent l'aider...

Je vous supplie de lui accorder son brevet de sous-commissaire. Il le mérite autant par son assiduité au travail que par les grandes connaissances qu'il a de l'administration. C'est le sujet sur lequel je dois compter le plus d'après l'expérience que j'ai de ses talents et de ses bonnes qualités pendant dix ans qu'il a servi sous mes ordres en Louisiane.»

Denis-Nicolas de Foucault

#### **Source**

- A. Chelin, *Maurice : Une Ile et Son Passé*, St-Denis, CRI, 1989

**Illustration :** Affrontement maritime (*La clef du beau pays*)



## Jules RAYEROUX

12 Avril 1901 - 6 novembre 1968

### Militant de la Mutualité

Marie-Georges-André-Jules Rayeroux est né à Saint-André le 12 avril 1901. Enfant, le petit Jules rêva-t-il de locomotives ? On pourrait le croire tant sa vie professionnelle est inséparable de celle du rail. Après ses études à St-André et à St-Denis le jeune Rayeroux se présente à un concours de recrutement du CPR - Chemin de Fer et Port de la Réunion. Sorti major, Jules Rayeroux est recruté comme facteur-chef à la gare de St-Denis le 10 février 1924. D'autres nominations vont arriver : St-Benoît, St-André, Etang-Salé, St-Leu où il a comme collaborateur Léon de Lépervanche. Un tour de l'île qui lui permet également de gravir des échelons. C'est en effet comme chef de gare principal qu'il retrouve St-Denis dix ans après sa première affectation avant d'acquiescer de nouvelles responsabilités.

Cette activité inlassable l'amène à la Direction de l'entreprise, devenue CFR, le 16 janvier 1954. En trente ans d'activité, Jules Rayeroux aura ainsi gravi tous les échelons du CFR. Nommé inspecteur de première classe en 1957, inspecteur divisionnaire deux ans plus tard, Jules Rayeroux refuse sa nomination comme Inspecteur colonial, ne voulant pas quitter son île natale. La conduite de Rayeroux à la direction du CFR faisait l'unanimité dans l'île. Mais bien que n'ayant pas eu à démentir, le CFR était condamné comme entreprise.

En 1946, le Conseil Général avait voté le principe de sa suppression. En 1954 cette décision fut confirmée. Deux ans plus tard la branche Sud du CFR était déclassée, puis avec l'ouverture de la route du littoral ce fut autour de la branche Nord d'être supprimée. C'est à Jules Rayeroux, qui avait pourtant acquis ses droits à la retraite, que fut confiée cette pénible mission. Rayeroux dont la vie professionnelle s'identifiait à celle du chemin de fer s'en acquitta au mieux des intérêts du personnel «*qui a servi La Réunion en servant le CFR*». Jules Rayeroux, sa carrière et ses missions accomplies, quitte le CFR en 1964 année où est mise en place la Société des Entrepreneurs de Transports en Commun de La Réunion (SETCOR) qui sanctionne la fin du rail dans l'île.

Mais une vie consacrée au rail c'est surtout être au service des cheminots. C'est ainsi qu'en 1938, Jules Rayeroux, président de la Mutualité des cheminots, est désigné comme administrateur de l'Union Fédérale des Sociétés de Secours Mutuels de la Réunion.

## **RAYEROUX Jules**

Toutefois, le CFR, son personnel et la mutualité n'épuisent pas l'inlassable énergie de Jules Rayeroux. Sportif accompli, footballeur à *l'Espérance*, il sera quelques années plus tard le fondateur du Groupement Cycliste Réunionnais (GCR), première équipe cycliste qui fera le déplacement à l'île Maurice, lors du Tour de 1952.

Reconnue et appréciée, son activité lui vaut de nombreuses décorations.

Le 16 février 1960, c'est dans les salons du *Shanghai* à St-Denis, en présence de nombreux amis et cheminots, que Jules Rayeroux reçoit du préfet Jean Perreau-Pradier les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. Il meurt le 6 novembre 1968.

### **FILS DE LA DOUCE FRANCE**

« Dans un pays où les gens ont quelque peu tendance à désespérer du lendemain et semblent parfois tant attendre de la puissance publique, la réussite de la carrière de Monsieur Jules Rayeroux et l'honneur qui lui est rendu aujourd'hui sont la preuve qu'ici comme en France il est possible à des jeunes de s'affirmer comme des cadres responsables, comme des fils de notre chère et douce France. »

Jean Perreau-Pradier, Préfet de La Réunion

#### **Sources**

Archives familiales

*Le Journal de l'île de la Réunion*

R. Lucas, *La solidarité mutualiste à la Réunion*. UMS 1996

#### **Illustrations :**

Archives familiales

RL



*Georges*  
**REPIQUET**

15 Avril 1912 - 30 septembre 1988

**Conseiller de l'Union Française**  
**Sénateur de la Réunion**

Georges Repiquet est né le 15 avril 1912 à Port Vila, aux Nouvelles Hébrides, alors condominium franco-britannique, où son père est Résident de France. Il est le fils de Jules Repiquet et de Valentine Peuvergne.

Alors que son père est gouverneur de la Réunion, de 1925 à 1932, il fréquente le lycée Leconte De Lisle, à Saint-Denis.

Il effectue ses études à Sainte Barbe puis à l'Ecole d'Agriculture de Tunis avant d'être affecté dans les Services Agricoles au Cameroun. De retour à la Réunion, il épouse, le 8 décembre 1938, Solange Lagourgue. De cette union, naîtront quatre enfants : Jean, Henri, Claude et Yves.

La guerre éclate. Georges Repiquet est mobilisé et transféré à Madagascar. Démobilisé, il revient à la Réunion prendre en charge la propriété familiale de production de cannes à sucre, à Sainte-Suzanne.

Georges Repiquet s'intéresse aussi à la vie de la cité. Sa carrière politique commence lorsque la Réunion, ayant fait allégeance à la France Libre, il est nommé Président d'une délégation spéciale pour la commune de Sainte-Suzanne. Au terme de cette mission, il se présente, aux élections municipales, où il est élu. Il reste dans le fauteuil de maire de 1943 à 1965. Il demeure conseiller municipal lorsque José Barrau, qui fut son premier adjoint, lui succède en qualité de Maire. Le 6 mars 1966 il est élu au siège laissé vacant au Conseil Général par Roger Payet à Ste-Suzanne. Il obtient 2 496 voix contre 254 à Guy Tricard. Il siège à l'assemblée départementale jusqu'en 1979.

En 1952, il est élu conseiller de l'Union Française. A ce titre, il retrouve ses collègues, en assemblée, à Versailles. Le 19 juin 1955, il est élu Sénateur avec Marcel Cerneau, sa liste triomphant sur la liste J. Olivier/M Vauthier, Jules Olivier étant décédé la veille du scrutin. Il appartient au groupe des Républicains Sociaux, dont Michel Debré est le président.

De 1976 à 1983, au Palais du Luxembourg, il occupe les fonctions de Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangère, de la Défense, et des Forces Armées.

## **REPIQUET Georges**

En 1963, il se fait l'interprète des maires et conseillers généraux de la Réunion auprès du Général De Gaulle afin d'inciter Michel Debré à se présenter à une législative partielle dans la première circonscription de la Réunion. Il invite ensuite officiellement l'ancien Premier Ministre à se rendre dans l'île.

Georges Repiquet se partage entre le Sénat, à Paris (où sa famille est installée depuis 1954), et sa maison de la rue de Paris, à Saint-Denis, où Michel Debré descend à chaque passage réunionnais. Il se rend également dans le Sud-Ouest de la France, où il possède une propriété familiale, à une vingtaine de kilomètres de Pamiers. Il est réélu sénateur UNR avec Alfred Isautier le 26 septembre 1965.

Au milieu des années soixante-dix, après avoir été louée aux Sucrieries de Bourbon, la propriété familiale est vendue à la SAFER. Reste la maison familiale, restaurée, où demeure aujourd'hui l'un des fils, Claude. Georges Repiquet est sénateur de la Réunion jusqu'en 1983, puis membre honoraire du Parlement.

Il s'éteint le 30 septembre 1988 à Paris.

### **LE TOURISME POUR DÉVELOPPER L'ÎLE**

L'accroissement de la population de La Réunion fait obligation à tous ceux qui s'intéressent à son avenir de chercher des solutions pour maintenir un niveau de vie convenable.

Le tourisme me paraît répondre à l'un de ces impératifs (...). La nature nous a particulièrement gâtés. Nos montagnes, nos sites, nos plages, nos sources thermales, la diversité du climat sont autant de richesses encore inexploitées. Plus que jamais le tourisme est à l'ordre du jour.

Georges Repiquet, Almanach 1956 du JIR.

#### **Source**

Archives familiales

**Illustration :** Georges Repiquet (Archives familiales)

MV



## Jules REPIQUET

17 février 1874 - 2 juillet 1960

### Gouverneur de la Réunion

Jules Repiquet naquit à Rodez le 17 février 1874. Il fit ses études secondaires au Prytanée militaire de la Flèche avant d'entrer à l'Ecole Coloniale. Son premier poste fut pour Anjouan, où il fut nommé en 1899 comme chancelier de la résidence de France avant de passer à Mohéli. Il passa ensuite en Côte d'Ivoire et au Sénégal comme chef de cabinet du gouverneur Camille Guy avant d'être délégué du gouvernement à Dakar.

En 1911, Jules Repiquet partit pour les Nouvelles Hébrides comme résident de France à Port Villa. Il tenta vainement de rattacher les îles à la France. Secrétaire-général et gouverneur intérimaire de Nouvelle Calédonie (1914-1924), il retourna à Anjouan pour "mater une rébellion".

Nommé gouverneur de la Réunion par décret paru au JO du 1er janvier 1925, il embarqua à Marseille le 19 février 1925 et arriva dans l'île par le vapeur *Galliéni* le 31 mars 1925.

Son mandat sera marqué par de graves catastrophes climatiques et économiques : les cyclones de 1928, 1931 et 1932 et la grave crise mondiale qui ne va pas épargner la Réunion au début des années 30.

Repiquet va défendre deux grands dossiers : le reboisement et la diversification vivrière. En 1926, il va distribuer gratuitement 1 516 000 plants de filaos, de gréviléas et d'autres essences pour le reboisement de l'île. Il va aussi modifier le règlement forestier du 25 février 1874. Il va étendre la production du quinquina pour lutter contre le paludisme. Délaissée depuis de nombreuses années, cette culture sera reprise en 1918 dans la grande îlette de la Rivière des Pluies. 14 000 plants sont recensés dans cette îlette dont 3 000 pourraient être écorcés dans trois ans. La mission anti-paludique du Dr Arlo va renforcer la lutte contre ce fléau.

Le gouverneur fera un vibrant plaidoyer pour le remplacement du riz par le maïs ou le manioc dans l'alimentation créole. Il est vrai que dès 1926, Madagascar n'exporte plus de riz sur la Réunion et l'île doit s'approvisionner de façon coûteuse en Birmanie et en Indochine. Il encourage par tous les moyens l'extension de "l'aliment sain" qu'est le maïs. De plus, il caresse l'idée, après la mission de M. Georges Petit, chargé de relever les ressources ichtyologiques autour de la Réunion, de monter une

## REPIQUET Jules

société de pêche avec des "capitaux créoles" pour s'emparer du marché du poisson des île voisines.

Sous son mandat, la route de Cilaos est enfin terminée. C'est une des merveilles de l'océan Indien, dit-il. C'est le désenclavement de 4 000 habitants qui peuvent enfin se considérer comme des Réunionnais à part entière. Il réceptionne deux autres ouvrages d'art : le Pont des Avirons (60m) et le Pont de l'Entre-Deux (175 m). Il va demander la création d'une brigade spéciale de police pour la surveillance du port et des docks afin de mettre fin à une "situation lamentable". D'une façon générale, le gouverneur estimait que l'île n'était pas suffisamment pourvue en personnel de police. On ne comptait que 75 gendarmes, soit un pour 2 000 habitants.

Il quitta l'île pour le Cameroun. Le 23 mai 1936, il fut nommé gouverneur-général honoraire et délégué du ministre des Colonies au Haut-Comité méditerranéen. Elu à l'académie des Sciences Outre-Mer le 19 janvier 1938, il fut également délégué de la France à la Société des Nations à Genève. Il mourut le 2 juillet 1960 à Pamiers.

### L'OUTRE-MER : LA CHANCE DE LA FRANCE.

"La France dont la population reste stationnaire, dont le sol rend à peu près tout ce qu'il peut donner, ne saurait trouver de ressources vraiment nouvelles que dans ses possessions d'outre-mer. C'est l'essor de ce magnifique domaine qui seul lui permettra de rétablir sa situation financière, de se libérer de ses dettes, de reconquérir et au-delà, la prospérité qu'elle a connue"

J. Repiquet au Conseil Général le 31 octobre 1925.

#### Bibliographie

- Le sultanat d'Anjouan
- Le Cavally français
- L'œuvre de la France au Cameroun
- Visages et paysages de la Réunion.

#### Source

R. Lucas, M. Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, CRI, St-Denis, 1986

Illustration : Jules Repiquet (ADR)

MS

172



**Jules  
REYDELLET**

30 avril 1897 - 15 juin 1969

**Conseiller Général  
Maire de St-Denis**

Le 30 avril 1897 est né à la rue de Paris à St-Denis, Marie-Edmond-Jules Reydellet. Il est le fils de Marie-Ernest Reydellet, avoué, et Marie-Noëmie Eugénie Barbot.

Après des études au lycée Leconte de Lisle, il rejoint "en pleine guerre" directement le front européen en 1916 et restera mobilisé jusqu'à la victoire finale.

En 1919, à son retour à la Réunion il entre dans l'administration comme auxiliaire du Trésor. En 1920, il passe au Secrétariat Général sur concours comme commis. De 1922 à 1925 il sert au Cameroun.

De 1930 à 1948 il est successivement sous-chef puis chef de bureau au Secrétariat Général. Il accompagne la transformation de la colonie en département et sera promu chef de 1<sup>re</sup> division de préfecture, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite en 1959.

Il se lance alors dans le combat politique et s'engage aux côtés de Gabriel Macé au conseil municipal de St-Denis. A la mort de ce dernier, le 1<sup>er</sup> février 1968, c'est tout naturellement que Jules Reydellet, le 1<sup>er</sup> adjoint le remplace, le 9 avril 1968, à la tête de la commune. Il le remplacera aussi au Conseil Général le 31 mars 1968, après son élection dans le 1<sup>er</sup> canton de St-Denis.

C'est en ces termes que le journal *Hebdo-Bourbon* avait présenté la candidature de Jules Reydellet aux cantonales de mars 1968 et à l'élection mairale de remplacement :

*"A 71 ans, Monsieur Reydellet n'est pas un vieillard. Il est d'une constitution physique excellente et son expérience certaine des problèmes administratifs le désignent tout naturellement à occuper le fauteuil de maire. D'autre part, M. Reydellet n'est pas un de ces fils de famille qui ont toujours vécu dans le luxe et la richesse. Il comprend la misère des autres pour l'avoir subie lui-même dans le passé".*

Populaire, efficace et d'une grande loyauté, son majorat fut trop court pour impressionner les esprits. Sa priorité fut de continuer l'œuvre de Gabriel Macé en

## **REYDELLET Jules**

matière de construction scolaire. Mais malade — il souffrait d'un cancer du foie — il ne put parachever sa mission. Il meurt le 15 juin 1969 à son domicile. Il était âgé de 72 ans.

M. Reydellet était chevalier de la Légion d'honneur, de l'ordre national du mérite, de l'Etoile Noire de Bénin, du Mérite Agricole.

Auguste Legros, son premier-adjoint le remplacera comme maire de St-Denis le 11 juillet 1969. Le premier geste du nouveau maire sera de lever la séance du Conseil municipal et d'inviter tous les conseillers à aller fleurir les tombes de ses deux prédécesseurs, Gabriel Macé et Jules Reydellet.

### **PROFESSION DE FOI**

La plupart des mes collègues du Conseil Municipal et de nombreux amis dans toutes les classes de la société m'ont demandé de poser ma candidature au poste de conseiller général du premier canton, laissé vacant à la suite du décès de notre ami, Maître Macé, fauché en pleine force de l'âge par un mal, qui malheureusement, fait de plus en plus de ravages dans le monde entier.

Après mûres réflexions, j'ai estimé qu'il était de mon devoir d'accepter cette mission de façon à pouvoir défendre au sein de la Première Assemblée, avec le concours des trois Conseillers Généraux de la capitale, Messieurs Lagourgue, Paris et Caillé, les intérêts des habitants de la commune, ainsi que ceux de toute la collectivité réunionnaise.

Vous me connaissez presque tous puisqu'après avoir servi dans l'administration préfectorale pendant 40 années, je remplis depuis neuf ans les fonctions de premier adjoint à la mairie de St-Denis.

Je crois que j'ai participé aux côtés de M. Macé et de mes autres collègues à l'embellissement de la commune de St-Denis, et vous pouvez être assurés que je m'efforcerai de continuer dans cette voie de façon à mériter vos encouragements.

Je vous demande donc, si vous estimez que je ne vous ai pas déçus depuis mon arrivée à la mairie de St-Denis, de vous rendre le plus nombreux possible le 31 mars prochain pour glisser dans l'urne votre bulletin de vote en ma faveur.

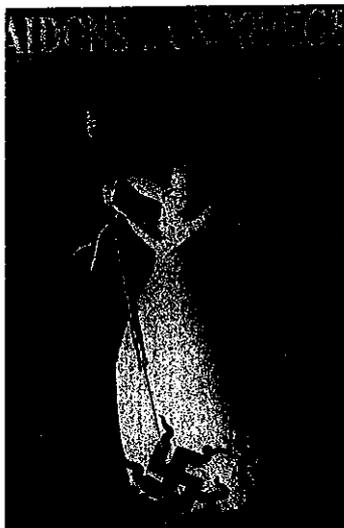
**Jules Reydellet,**

candidat aux cantonales de St-Denis, 31 mars 1968.

#### **Source**

- M. Serviable, *les Maires de St-Denis*, coll. Indigotier, St-Denis. 1992
- *Hebdo-Bourbon* Juin 1969

**Illustration :** J. Reydellet (Arnaud Jean-Jacques)



## *Maurice* **RIBET**

30 septembre 1885 - 15 mars 1958

**Avocat**  
**Bâtonnier à la Cour d'Appel de Paris**

Fils de Pierre-Edouard Ribet, comptable au Trésor et d'Eugénie-Augustine-Marie-Isabelle Drouhet, Pierre-Théodore-Maurice est né le 30 septembre 1885 à St-Denis. Il ne vécut à la Réunion que jusqu'à l'âge de 9 ans. En 1894, son grand-père maternel, Théodore Drouhet l'emmène à Paris après le renouvellement de son mandat de sénateur. Elève au lycée Henry IV, Maurice continua par la suite des études de droit. Titulaire d'un doctorat, il s'inscrivit au barreau en 1907. Joueur de rugby, il disputa une finale du championnat de France au SCUF. Il se comporta honorablement pendant la guerre de 14-18, il revint de Verdun avec une blessure, trois citations et la croix de la Légion d'honneur. En 1935, dans l'affaire Stavisky, il défend René Renoult, ancien Garde des Sceaux accusé de corruption, déféré aux assises. Toute la presse est surprise quand Ribet réussit à faire acquitter son client. Ainsi commença la carrière d'un des ténors du prétoire parisien de l'entre-deux-guerres.

Dans ces années, Maurice Ribet est l'avocat des causes médiatiques. On le retrouve dans tous les grands procès. Quand en 1937 éclate l'affaire Miller (le général Miller qui avait succédé au général Koutiepoïff à la tête des émigrés russes en France disparut mystérieusement à Paris), la famille de la victime choisit Maître Ribet pour se constituer partie civile.

Il avait épousé, à Paris le 5 août 1913, Armande-Victoire-Noémie Journée. En secondes noces, le 22 juillet 1938, il épousa Marie-Louise Madeleine Crocé-Spinelli, sa collaboratrice.

Le 19 février 1942, il assure la défense d'Edouard Daladier dans le procès de Riom. Pour fustiger une justice d'exception il n'hésite pas à interpeller le maréchal Pétain : *"Vous avez édicté contre les présumés coupables, avant qu'ils aient été jugés, des sanctions qui ne sont pas seulement provisoires"*. Il s'oppose vivement à la police militaire allemande venue confisquer le dossier Daladier : *"Moi vivant, aucun dossier ne sortira de mon cabinet"*. Recherché par la Gestapo, le 6 juin 1944 pour des faits de résistance, il trouve son salut dans la fuite. A la libération d'autres affaires retentissantes l'attendent, notamment la défense de Marcel Peyrouton devant la Haute Cour de Justice, et du collaborateur, le savant Georges Claude. C'est lui qui défendra à Lyon les intérêts de la famille de Villeneuve après l'assassinat d'Alexis de Villeneuve.

## **RIBET Maurice**

Ce monstre sacré des joutes juridiques, au verbe judicieux et haut, avouait modestement avoir le trac avant chaque plaidoirie.

En 1903, à 18 ans, il était retourné, pour la dernière fois à la Réunion. Il y avait séjourné 3 mois. D'un caractère entier, il démissionna avec fracas du conseil de l'Ordre. *"Je n'admets pas qu'il y ait au Palais des clans cherchant à imposer leurs volontés. Seul le conseil de l'Ordre est qualifié pour faire la loi aux avocats. C'est pour protester contre ces pratiques inadmissibles que j'ai pris la décision en question"*.

Sur la fin de sa vie il s'enthousiasma pour le livre d'art. Il fut élu président de la Compagnie des Bibliophiles du Palais en remplacement de Barthou. En 1947 il devient bâtonnier de l'Ordre à la Cour d'Appel de Paris.

*"Massif, trapu, les sourcils épais, les yeux vifs, assis dans son fauteuil, les mains aux doigts noueux appuyées sur un bureau garni de dossiers, sa chevelure magnifiquement blanche éclairée de reflets par la large fenêtre donnant sur la Seine"* tel apparaissait Maître Ribet en 1956 à M. de Nordeck.

Il meurt le 15 mars 1958 à Neuilly-sur-Seine. Ses obsèques ont été célébrées le 19 mars 1958 en l'Eglise St-Pierre-de-Neuilly et l'inhumation au caveau familial de St-Ouen. Il était commandeur de la Légion d'honneur et titulaire de la croix de Guerre 14-18.

### **ENNEMI DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION**

A la question de G. de Nordeck : Que pensez-vous de la radio et de la télévision ? M. Ribet eut une réponse tranchée :  
"J'en suis l'ennemi farouche parce que j'estime qu'elles détruisent la tranquillité et l'intimité dont on doit profiter quand, après une longue journée de travail, on rentre chez soi. Ces inventions, utiles notamment pour la navigation et l'aviation, sont néfastes dans un foyer où elles anéantissent le bien le plus précieux que nous devrions nous efforcer de conserver : la douceur de vivre."

**Maurice Ribet** 1957

#### **Source**

- G. de Nordeck in *Almanach du Journal de l'île de La Réunion*
- *Archives familiales*

**Illustration : Affiche anti-nazie (DR)**



## Claude RICHARD

15 août 1783 - ~~1869~~ 27 décembre 1868

**Botaniste**  
**Directeur du jardin de St-Denis**

Jean-Michel-Claude Richard est né à Volon (Haute-Saône) le 15 août 1783. Sous la Révolution sa famille fut décimée et ses biens confisqués et perdus. Il dut se réfugier en Suisse dans la famille d'un pasteur protestant qui lui enseigna le latin et la botanique. Il grandit à Genève avant de passer en Italie. Élève de Lenôtre, il se spécialisa en aménagement paysager.

C'est Bonaparte qui le «*découvrit*». Il passa commande à Richard de l'organisation des jardins du Corso à Rome puis de ceux de Fontainebleau. Satisfait, le nouvel empereur le fit chevalier de la Légion d'Honneur en 1808 ; Claude Richard avait alors 25 ans.

A la Restauration, Claude Richard fut envoyé en 1816 en mission au Sénégal. Il fut chargé en tant «*qu'agriculteur coloniste*» de faire des essais d'acclimatation de cultures sur les bords du fleuve Taony. Il en profita pour étudier la faune et la flore du pays. Il termine son herbier sénégalais en 1821, date à laquelle il rentre en France. Mais il repart vite en voyage, cette fois le gouvernement l'envoie en Guyane. Il y restera plusieurs années en étudiant la flore, plus spécialement les palmiers. Ce travail considérable fut récompensé par la grande médaille d'or de la Société Scientifique de Calcutta.

De retour à Paris, il continue ses travaux de recherche sur les palmiers avec son cousin Achille Richard, professeur à l'école de médecine de Paris.

En 1831, Claude Richard est envoyé à St-Denis de la Réunion comme successeur de Nicolas Bréon à la tête du Jardin Botanique, appelé alors *Jardin du Roi*. Il passera 36 ans à la tête du jardin. Il introduira plus de 3 000 espèces de plantes et réorganisera totalement le jardin transféré par Honoré de Crémont au bout de la ville entre 1767 et 1773.

Claude Richard s'applique à protéger le jardin et à lui maintenir son caractère scientifique et botanique. Le 20 octobre 1836, il est défendu de fumer dans le jardin, de dégrader des plantes, d'y amener chiens, chevaux, armes à feu ou bouteilles de vin. Mais Richard se décourage vite devant l'indiscipline du public et le manque de moyens pour entretenir le jardin. Il n'approuve pas non plus le changement d'affectation du jardin qui va perdre son caractère botanique pour devenir lieu de promenade ou site de manifestations publiques à partir du 7 octobre 1853.

## RICHARD

La succession d'expositions qui vont s'y tenir vont profondément altérer la géométrie des allées et la richesse floristique. Le 27 mars 1865, la nouvelle Société Impériale d'Acclimatation confirme la double vocation du Jardin : une section botanique sous la direction de Richard et l'ouverture à la population comme lieu de promenade.

Claude Richard et son gendre, le Dr Bernier (qui épousa Amélie) ont réalisé des études remarquées sur les orchidées, les cryptogames et les fougères. Ils acclimatèrent dans l'île, en zone de montagne, le mimosa d'Australie appelé ici *acacia Bernier*. Il eut le malheur de perdre son gendre le 4 janvier 1858.

Claude Richard mourut en 1869 à l'âge de 86 ans avec le titre de «Jardinière honoraire». Il avait épousé Rose-Caroline Picard, fille de l'explorateur Charles-Alphonse Picard. Ils eurent huit enfants. Il est enterré au cimetière de l'Est dans le caveau de la famille Bernier. Par décision du Conseil Général en date du 9 août 1871, sa veuve conservera à vie la jouissance de la maison du jardin.

### LA SOCIÉTÉ D'ACCLIMATATION

#### Art. 8

M. Richard, jardinier botaniste, conservera les avantages attachés à sa position. Le sous-directeur chargé de la partie botanique devra se concerter avec M. Richard pour les travaux de sa section.

#### Art. 9

En cas de vacance de l'emploi occupé par M. Richard, il sera pourvu au remplacement de ce fonctionnaire par nomination de M. le Gouverneur, sur une proposition du Comité adressée au Directeur de l'Intérieur. Le nouveau titulaire prendra le titre de Directeur du Jardin d'acclimatation.

Dupré (gouverneur)

(extrait de l'arrêté du 27 mars 1865 portant concession au Comité de la Société d'acclimatation pour 10 ans de la jouissance du Jardin de l'Etat).

#### Sources

- Michel Chabin in *Recueil et Bull. d'Information des Archives de la Réunion*, n° 8, St-Denis, 1980
- Paul Berg in *Recueil n° 2 (nouvelle série) des Archives de la Réunion*, Nérac, 1957

Illustration : Claude Richard (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



*Jean*  
**RICQUEBOURG**

9 mars 1868 - 24 janvier 1914

**Poète et administrateur**

Le 9 mars 1868 naquit à St-Denis Jean-Baptiste-Louis-Joseph-Nelson Ricquebourg. A la mort de son père il dut très tôt assumer la charge de chef de famille. Comme beaucoup de Réunionnais en cette fin de siècle difficile caractérisée par le chômage et la misère, à 19 ans, il quitta la Réunion avec sa mère et sa sœur pour un emploi dans l'administration des Douanes et Régies en Cochinchine (Vietnam du Sud). Installé à l'ex- Saïgon, son intelligence et sa probité lui firent rapidement grimper les échelons.

En 1895, la rencontre avec le compositeur Camille Saint-Saëns de passage à Saïgon modifie sa vision des choses. Entre ses tournées d'inspection, il commence à écrire des textes poétiques inspirés par les coutumes et les traditions indochinoises. Mais le premier texte paru de lui est un ouvrage professionnel : *Des Infractions en Matières de Douanes et Régies*.

Le 20 avril 1897 il épouse à Saïgon, Adèle Roche, jeune Réunionnaise qui lui offrira six enfants. En 1899 une nouvelle rencontre va donner un autre sens à sa vie. A Paris, en congé, il est accueilli par Léon Dierx et introduit chez les Parnassiens. Il en profite pour faire éditer son premier volume de poésies chez Léon Vanier : *Les Chères Visions I*.

De retour en Cochinchine il continue d'écrire : prose, poésie, récits de voyage, comédie. Sa fierté est d'être considéré comme un poète annamite. Mais c'est à Paris qu'il brûle de retourner pour y retrouver Coppée, Catulle Mendès, Régnier, Dierx. En 1906 et 1911, il fait encore religieusement le pèlerinage poétique à Paris.

Le 24 janvier 1914 il meurt à Saïgon d'une pleurésie à la veille de prendre sa retraite. Il est encore salué comme un des poètes francophones majeurs du Vietnam.

## RICQUEBOURG

«La poule sultane à dos bleu  
Au fond d'une coupe rosée  
Où reluit un pistil en feu  
Pique des perles de rosée.

**Jean Ricquebourg**, *L'Encens et le Riz*

### Bibliographie

- *Des infractions en matière de Régies (Cochinchine et Cambodge) et en matière de Douanes*, Saïgon, 1898
- *Les Chères Visions* : poésies, Léon Vanier, Paris, 1900
- *Les Coupes de Porphyre* ; poésies, Alphonse Lemerre, Paris, 1903
- *Les Nénuphars* : poésies, A. Lemerre, Paris, 1906
- *La Terre du Dragon* : nouvelles, Sansot, Paris, 1907
- *Nouvelles et récits d'Annam*, 1909
- *Les Héroïsmes* : poésies, A. Lemoine, Paris, 1910
- *L'Encens et le Riz* : poésies, A. Lemerre, Paris, 1912, ouvrage couronné par l'Académie française en 1913.
- *La Tortue* : comédie annamite en un acte, *Revue indochinoise*, 1913
- *Ciels d'Annam* : poésies posthumes, Jean Crès, Paris, 1936
- *La Terre du Dragon*. Nouvelle édition augmentée de «*La Tortue*», G. Aspar, Saïgon, 1936

### Sources

*Grand Livre d'Or de la Poésie Réunionnaise*, St-Denis, Ed. Conseil Général, 1990

**Illustration** : L'empereur d'Annam (*Archives départementales de la Réunion*)



*François*  
**RIPAUD**  
*de MONTAUEVERT*

24 mai 1755 - 23 février 1814

**Corsaire**

François-Fidèle Ripaud de Montauevert du Couëtou est né le 24 mai 1755 à Saffré (Loire Inférieure).

A 11 ans, en 1766, il part pour St-Domingue comme mousse sur *Le Palmier*. En 1774, il est enseigne sur *La Ville du Cap* et au cours d'un de ses voyages cette année là, il aborde à l'Isle de France. Il retrouve Nantes en 1781 après avoir achevé son apprentissage dans l'océan Indien et dans les Caraïbes.

Il passe ensuite dans la marine royale. Il est second sur *La Victoire* et *La Princesse d'Hénin* dans l'escadre du bailli Suffren avant d'être enseigne sur le *Héros* commandé par Suffren lui-même. Il prend part au combat de Gondelour.

Après le Traité de Versailles, il décide de se fixer à Bourbon pour les beaux yeux de Jeanne-Françoise Boyer qu'il épouse à St-Denis le 20 janvier 1784. Il décide aussi de se faire cultivateur et élève sa nombreuse famille, quatre garçons et deux filles. Mais l'appel de la mer est le plus fort. En 1793, il décide de construire et d'armer un vaisseau, le *Volcan de Mascarin* et de se livrer à la guerre de course notamment contre les vaisseaux anglais. Les habitants participent financièrement à l'opération pour armer ce vaisseau de 100 tonneaux. Le *Volcan de Mascarin* sort des ateliers de St-Paul et l'équipage est recruté sur place. Avec une lettre de marque de Malartic, le corsaire Ripaud de Montauevert quitte l'île en septembre 1793 pour une campagne jusqu'aux îles de la Sonde. Le *Volcan de Mascarin* va rentrer à Bourbon en février 1794 avec deux prises, des prisonniers, du butin et une réputation de bravoure pour Ripaud. Mais Malartic a peur de «cette tête brûlée» et ne renouvelle pas son accord pour une nouvelle campagne. Ripaud s'embarque alors en 1797 sur *L'Entreprise* comme second. Sur la côte de Malabar aux Indes, il prend le commandement d'une prise puis se rend à la cour de Tippoo-Sahib. Il va rester un an à la cour du sultan l'aidant à déjouer les intrigues des Anglais. Il repart pour l'Isle de France avec des envoyés de Tippoo-Sahib pour solliciter du secours. Mais les choses se passent mal et Ripaud est désavoué.

Le 11 octobre 1799, il passe comme second de *L'iphigénie* comme capitaine du vaisseau anglais *La Perle* et affronte deux vaisseaux de guerre anglais. Ripaud sort vainqueur mais *L'iphigénie* est envoyée par le fond. Il rentre en triomphe à l'Isle de France sur *La Perle*. Malartic révisé alors son appréciation et lui octroie une lettre de marque

## **RIPAUD de MONTAUEVERT**

pour faire la course sur *La Laurette*. Il capture plusieurs prises mais c'est surtout l'abordage de la corvette anglaise *Hope* qui va le rendre célèbre. Malgré une puissance de feu supérieure et trois fois plus d'hommes, le *Hope* fut capturé. A partir de ce moment son nom sera chanté dans tous les ports français. Il emmènera son fils François Benjamin (1792-1812) à bord de tous les vaisseaux qu'il commanda (*L'Olive, La Louise, Le Mozuphal, Le Grappler, L'Étoile, La Vénus, La Créole*).

En 1809, commandant *La Créole* dans la division Hamelin, il participe à la répression de la mutinerie de Foulépointe. Dans la foulée il se couvre de gloire en détruisant Tappanouly, le comptoir anglais à Sumatra.

Nommé capitaine du port de Mahébourg, il assiste à terre l'escadre de Duperré qui gagne la bataille du Vieux Grand Port les 23 et 24 août 1810. Il va se battre jusqu'à la dernière extrémité pour empêcher la conquête de l'Isle de France.

Quand l'île tombe le 3 décembre 1810, il est embarqué de force pour la France avec un de ses fils, laissant sa femme et les autres enfants à l'Isle de France. Lui qui était seulement lieutenant de vaisseau à 56 ans malgré sa valeur réelle, est enfin nommé capitaine de frégate et officier de la Légion d'Honneur.

Il meurt au combat le 23 février 1814 sur le *Sapho* au large de Bayonne.

### **LA DEMANDE DU CORSAIRE**

St-Denis, 15 Floréal an VI  
(4 mai 1798)

Citoyens Représentants,

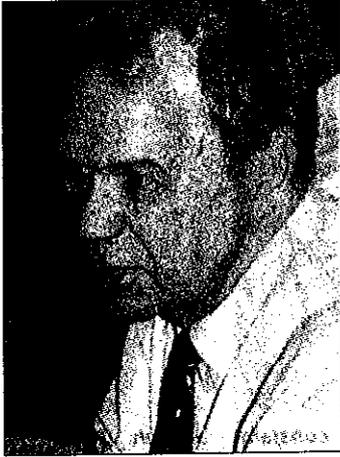
Je prends la liberté de vous adresser cette pièce ci-inclus ; il y a 6 semaines que je devais vous l'adresser, attaché par tous les liens pour la défiance et la conservation de votre colonie, que votre sagesse a préservé, je sentis que l'intérêt général devait être préféré à celui du particulier, c'est ce qui me fit différer à vous l'adresser. Aujourd'hui, grâce à votre prévoyance que la tranquillité règne, je vous l'adresse en vous priant de la prendre en considération, comme les spéculations sont changées et qu'un grand armement serait trop coûteux, si vous vous intéressez à moi pour faire la demande d'une lettre de marque au citoyen Général Malartic, la faire pour un corsaire de 12 à 14 canons.

**Ripaud**

#### **Source**

A. Pitot, *L'Isle de France, Esquisses Historiques*, Port-Louis, 1899, Pezzani

**Illustration :** Bataille du Vieux Grand Port (Roussin, *Album de la Réunion*)



## *Maxime* **RIVIERE**

13 octobre 1921 - 17 avril 1995

**Scientifique**  
**Expert en ingénierie sucrière**

Fils de Camille Rivière et de Marie Humel, Maxime Rivière est né aux Avirons le 13 octobre 1921 dans une famille modeste. Il fait ses études secondaires au lycée Leconte de Lisle à côté de Raymond Barre. La guerre de 1939 l'empêche de poursuivre des études supérieures hors de la Réunion, coupée du reste du monde. Il étudie le droit à la Réunion pendant un an puis effectue un stage à la sucrerie de Quartier Français dirigée par René Payet. Il cotoie également Émile Hugot qui lui apprendra son métier. Il avouera avoir plus appris au contact de ces deux hommes que lors de ses études supérieures.

Peu après la libération de l'île en 1942, il rejoint les Forces Françaises Libres du général De Gaulle en Angleterre puis entre à l'École navale. Le 6 juin 1944, il participe au débarquement en Normandie. Il obtient la Médaille militaire (Croix de guerre 39/45) et devient lieutenant de vaisseau honoraire.

Major de sa promotion à l'École navale, il abandonne une prometteuse carrière dans la Marine pour rentrer à la Réunion et épouse Michèle Payet, fille de René Payet. Ils auront 10 enfants.

La guerre terminée Maxime Rivière reprend ses études à Paris. Il décroche une Licence de physique/chimie et un diplôme d'Ingénieur Sup-Elec et entre en 1949 comme ingénieur à l'Electricité de France. Il revient à la Réunion en 1951 comme ingénieur d'étude des centrales et réseaux électriques. Il est détaché auprès de l'Energie Electrique de la Réunion (EER) chargé des réseaux et distribution.

Mais la grande affaire de sa vie sera l'industrie sucrière. "On entre en sucrerie comme on entre en religion" disait-il. En 1953, il est nommé par son beau-père directeur à la Sucrerie de Quartier-Français. L'entreprise est alors criblée de dettes et en redressement judiciaire. Sous son impulsion le groupe Quartier-Français se diversifie et augmente en volume : Bourbon Plastique (1967), la Distillerie Rivière du Mât rachetée par Quartier-Français, l'atelier de raffinage SORACO en 1970, le contrôle de l'usine de Beaufonds. Les restructurations ne se font pas sans mal. En 1978, la Sucrière du Nord-Est est créée regroupant les actifs industriels de Beaufonds et de Quartier-Français. Il faut grossir pour ne pas disparaître.

Maxime Rivière est avant tout un génial novateur améliorant constamment l'extraction du sucre de la canne. "Extraire le jus de canne pose exactement le même problème

## RIVIERE Maxime

que chasser du liquide vaisselle d'une éponge" expliquait-il. Même quand on pouvait récupérer 95 % du sucre de la canne, Maxime Rivière annonçait 97 % pour Beaufonds. "Il y a encore deux kilos de sucre par tonne de canne à gagner" assurait-il. Sa nouvelle méthode brevetée permettra de récupérer 98,5 % du sucre de la canne ; — une grande avancée technologique mondiale. Déjà la cristallisation continue mise au point en 1970 à Quartier-Français avait été saluée comme une première mondiale. Restructurations et gains de productivité ont permis à l'industrie sucrière réunionnaise de rester compétitive. Et grâce à Maxime Rivière, l'image dévalorisante de la "canne sociale" n'est plus de mise.

Maxime Rivière a beaucoup donné vie. En 1958, il créa l'Association Réunionnaise des Techniciens de l'Industrie Sucrière. En 1962, il fonda la Jeune Chambre Économique. Il fut également président fondateur de la SODERE (Société de Développement de la Réunion) et de la CIAP (Compagnie Industrielle d'Armement et de Pêche) pour la pêche industrielle.

Maxime Rivière meurt le 17 avril 1995 à l'âge de 74 ans. Une messe de requiem fut célébrée le 21 avril à l'usine de Quartier-Français.

### RÉINVENTER LA MÉTHODE

"L'idée de base m'est venue en écoutant le Dr Douwes Dekker, qui est un hollandais de Java, lors du Congrès international de sucre en septembre 1962. A un moment donné, il a prononcé cette phrase : "nous devrions pomper la bagasse qui sort d'un moulin vers un autre moulin". En fait l'idée que je développe d'un lavage hydrodynamique est contenue dans cette phrase. L'erreur fondamentale dans la méthode d'imbibition c'est de vouloir nettoyer deux liquides en opérant en phase solide".

Maxime Rivière : déclaration au *Quotidien de la Réunion*,  
15 août 1989.

■ La famille RIVIERE - Ses dix enfants, ses dix neuf petits-enfants et ses deux arrière petits-enfants a la douleur d'annoncer le décès de

**Michèle, Marcelle, Amélie RIVIERE**  
née PAYET,

**épouse de Maxime RIVIERE**

survenu à Sainte-Suzanne le 14 octobre 2010 à l'âge de 87 ans.

Une messe sera célébrée en sa mémoire à une date qui sera communiquée ultérieurement.

Source  
Archives familiales

Illustration : Maxime Rivière (Archives Familiales)

MS



## *François-Pierre* **RODIER**

11 avril 1854 - 5 novembre 1913

### **Gouverneur de la Réunion**

François-Pierre Rodier est né à Toulouse le 11 avril (août selon certaines sources) 1854. Après des études à l'École Polytechnique en 1872, il décide d'embrasser la carrière militaire. Il entre à l'École d'application de Fontainebleau le 1<sup>er</sup> octobre 1875. Lieutenant en 1877, capitaine en 1880, il sert outre-mer, notamment à la Réunion, comme officier d'artillerie. Il quittera l'armée pour entrer dans l'administration coloniale. Il servira au Cambodge, au Tonkin et dans l'Indochine. Le 25 janvier 1898, il est nommé gouverneur de 1<sup>ère</sup> classe, chargé des établissements français de l'Inde. Il est affecté ensuite en Cochinchine. Il pose le 8 août 1905 la première pierre de l'hôpital européen de Cholon qui porte le nom de Frédéric Drouhet, maire créole de Cholon. Cet hôpital est inauguré par Rodier la veille de son départ le 12 juillet 1907. Les Annamites ont déclaré : *"Nous vénérerons votre mémoire comme celle d'un ancêtre"*. Puis il va en Guyane le 29 juin 1907 avant de venir à la Réunion où il est nommé le 16 juillet 1910. Il y retourne avec joie, accompagné de ses deux filles, dont l'une est mariée à son secrétaire particulier.

Rodier va gouverner *"avec justice et fermeté et avec pitié"* car, dit-il, il a l'âme républicaine. Il connaît parfaitement l'île et ses dossiers. Il va tout d'abord convier la population à l'apaisement après une campagne électorale violente. Il va porter en sautoir son républicanisme, et sa profession de foi va émailler, jusqu'à l'agacement, tous ses propos. Pourtant, ce républicain va refuser la constitution de la petite propriété au nom du pragmatisme économique, car *"le morcellement des terres, affirme-t-il, se traduirait par un recul de la production"*. Il cite en exemple Maurice où une Commission Royale a démontré qu'à égalité de surface cultivée, la récolte du petit planteur n'est que de 75 % de celle du grand propriétaire. En revanche, il croit dans le colonat partiaire, à condition toutefois que le colon ne soit pas l'otage des propriétaires pour des motifs de basse politique. Il n'est pas rare que des charrettes de licenciements sanctionnent ceux qui ont *"mal voté"*.

Rodier est également l'homme de projets grandioses. Grâce à la caisse de Réserve, il va lancer un programme important de *"travaux définitifs"* : le nouveau lycée, l'aménagement de l'Étang de St-Paul, le pont de la Ravine Sèche, le prolongement de la voie ferrée et le tramway funiculaire du Brûlé. Ce dernier projet sera vivement contesté en France. Mais Rodier ne désarme pas, dans une intervention au Conseil Général, le

## **RODIER François**

11 novembre 1911, il explique que "ce travail sera le premier de l'espèce exécuté dans une colonie française malgré la réputation d'arriérisme de la Réunion". Maladresse ou provocation ?

Il va également s'impliquer personnellement pour défendre la réalisation "d'un projet cher à la majorité de la population" : l'extension de la voie ferrée dite du tour de l'île, de St-Pierre à St-Joseph d'une part, et de St-Benoît à Ste-Rose d'autre part. Les études ont fait apparaître un coût de 2 millions. Qu'à cela ne tienne, l'objectif est de desservir deux régions riches mais déshéritées, susceptibles d'être transformées en greniers de l'île. Il existe bien sûr l'obstacle majeur constitué par le franchissement de la rivière de l'Est mais le problème n'est pas insurmontable. On s'active déjà du km 126 au km 142 entre St-Pierre et St-Joseph. Ce tronçon ne sera jamais réalisé.

On retient surtout de son gouvernement sa décision de supprimer, le 1<sup>er</sup> septembre 1911, les écoles d'Agriculture et d'Industrie — deux annexes du lycée — ainsi que le Jardin d'Essais de St-François pour "absence de résultats et charges financières trop lourdes". En revanche il va créer à St-Denis une station agronomique.

Par décret du 28 septembre 1913, Rodier est nommé gouverneur général par intérim de l'Afrique Equatoriale. Moins d'un mois après cette nomination, il est fait gouverneur-général de l'Indochine en remplacement de M. Albert Sarraut. Il meurt le 5 novembre 1913 d'une rupture d'anévrisme. Sa mort est annoncée officiellement par le gouverneur par intérim Garbit et les drapeaux sont mis en berne. Aux obsèques qui eurent lieu au temple évangélique du Luxembourg à Paris, Lucien Gasparin prit la parole pour honorer la mémoire de "Papa Rodier".

### **LE SECOND LIBERATEUR**

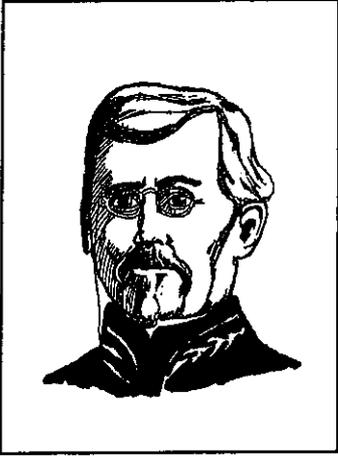
"Le nom de Rodier, qu'on a appelé un jour le second libérateur restera dans notre histoire locale comme celui d'un homme de bien, d'un lutteur qui ne connaissait ni la lassitude ni la crainte d'un démocrate".

*Le Peuple, 7 novembre 1913*

#### **Source**

R. Lucas, M Serviable, *Les Gouverneurs de la Réunion*, St-Denis CRI, 1986

**Illustration** : F-P. Rodier (*Archives Départementales de la Réunion*)



## *Charles Emile* **ROLLAND**

24 septembre 1820 - 13 décembre 1893

**Général de division**

Fils d'Antoine-Dauphin Rolland, propriétaire à Ste-Anne et de Marie-Edwige de la Giroday, Charles-Emile Rolland est né le 24 septembre 1820 à St-Benoît. C'est sa sœur aînée Elisa — la future Mme Berg — qui lui apprit à lire avant qu'il ne rejoigne l'école de St-Benoît dirigée par M. Crivelli. Il parcourait tous les jours, pour aller en classe, les 4 kilomètres entre Ste-Anne et St-Benoît à dos de bourriquet.

A 12 ans le jeune Emile partit pour la France en compagnie de son frère aîné Hyacinthe. Après des études à Ste-Barbe, il entra en 1840 à l'Ecole Militaire de St-Cyr ; Hyacinthe préféra Polytechnique. Le jeune sous-lieutenant Emile Rolland fut nommé au 13<sup>ème</sup> de ligne où il dirigea de 1844 à 1846 les écoles régimentaires. Il obtint de brillants résultats qui lui valurent plusieurs citations au *Journal Militaire* et une médaille d'argent en 1846.

Promu lieutenant le 1<sup>er</sup> mars 1847, il en profita pour épouser la fille du général Vesco, commandant militaire du département de la Côte d'Or. Nommé officier d'ordonnance de son beau-père, il fut promu capitaine en 1851, puis major du 6<sup>ème</sup> de ligne le 30 décembre 1857. De 1857 à 1863, il commanda la bataillon de la légion étrangère à Sidi-bel-Abbes dans la nouvelle Algérie Française. Le 29 décembre 1860 il fut fait chevalier de la légion d'honneur.

En 1864, il participa à l'aventure mexicaine du Second Empire. A Puebla il se fit remarquer pendant le siège de Oajaca. Et l'empereur Maximilien en personne le prit à son service en qualité d'officier d'ordonnance. Le nouveau lieutenant-colonel Rolland va très vite jouer un rôle de premier plan dans la mise en place de l'empire catholique centre-américain.

Nommé commandant supérieur puis administrateur général avec les pleins pouvoirs, de Vera Cruz, d'Orizaba, de Cordova et de Paso-del-Macho, c'est lui que l'empereur Maximilien va choisir pour faire sortir l'impératrice Charlotte de la ville de Mexico afin de rallier l'Europe.

Le 12 février 1867 il quitta le Mexique où était enterré son neveu Evariste Berg, tombé à Camérone (30 avril 1863). Il rentra à Bordeaux où il devint en décembre

## **ROLLAND Charles Emile**

1869 colonel du 23<sup>ème</sup> de ligne. Il prit une part courageuse aux combats contre les envahisseurs prussiens en 1870 à Metz et à Rezonville sous les ordres de Bazaine.

Blessé, fait prisonnier, il assista impuissant à la chute de l'empire. Libéré grâce à Thiers, une autre épreuve l'attendait en France : la guerre civile lors de l'insurrection de la Commune. Soldat, il fit son devoir même s'il fallait tirer sur les Français pour rétablir l'ordre.

Le 24 juin 1871, il devint général de brigade et fut en poste à St-Etienne puis au Mans. Il redonna crédibilité et honneur à l'armée française si affectée par la défaite.

Général de division en 1880, il mourut à Paris le 13 décembre 1893.

### **UN SEGA POUR LE GENERAL**

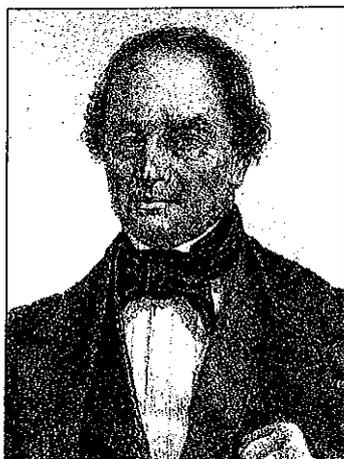
"A l'arrivée des généraux qui ont été reçus par les commissaires (à St-Etienne) l'excellente musique du 121<sup>ème</sup> de ligne a fait entendre les segas, morceau favori du nouveau divisionnaire ; ce morceau arrangé en pas redoublé, est un assemblage des airs populaires de l'île de la Réunion où est né le général Rolland"

Extrait du journal stéphanois cité par **F. Cazamian**  
in *Album de la Réunion*

#### **Source**

F. Cazamian in *Album de la Réunion*, 2<sup>ème</sup> éd. 1880

**Illustration** : C. Rolland (jibé)



## *Julien* *de RONTAUNAY*

5 septembre 1793 - 14 janvier 1863

**Armateur**

Julien Gaultier de Rontaunay est né à l'Isle de France (Maurice) le 5 septembre 1793. A peine âgé de 7 ans, il perd son père Pierre-Louis Gaultier de Rontaunay en 1800 et sa mère, née Antoinette de Senneville, 5 ans après. Le jeune orphelin s'engage dans la marine impériale comme tous ceux de souche bretonne. En 1808 il est volontaire à bord de la frégate *La Canonnière* puis on le retrouve en 1810 défendant l'Isle de France contre les Anglais. On ne sait trop pourquoi il décide en 1811 de passer à Bourbon qui est également anglaise, avec son oncle M. de Senneville. Il abandonne la marine pour le commerce avec l'Inde via Maurice. Une succession de revers n'entama ni son enthousiasme, ni son crédit.

A la Restauration, il fut tout heureux de retrouver sa citoyenneté française à Bourbon. Envoyé à Madagascar comme représentant du roi, il fit redémarrer les relations commerciales franco malgaches. Nommé agent de change en 1819, il s'associa l'année suivante à M. Arnoux et développa le commerce avec Madagascar. Il parvint à intéresser le roi Radama à l'affaire et une sucrerie vit le jour à Mahéla. Mais en 1826, à la mort de Radama, l'accession de sa veuve Ranavalona au trône fit peser de graves menaces sur les entreprises européennes. Les incidents se multiplièrent : l'expédition Gourbeyre brûla Tamatave. En représailles les Européens seront chassés et leurs biens confisqués. Après de multiples ambassades, les intérêts de la maison Rontaunay seront préservés. Une distillerie sera même créée en 1828 à Rianombo. De Rontaunay l'avait échappé belle ! Epuisé il part pour la France le 28 février 1827 pour des vacances. Quand il retourne à Bourbon le 31 janvier 1830 il apprend qu'il est ruiné. En son absence malversations et mauvaise gestion avaient mis à mal son patrimoine. Et il recommence tout !

Son opiniâtreté fut appréciée. En 1830, il est membre du conseil d'administration de la Caisse d'Escompte. L'année suivante, il est membre de la Chambre de Commerce. En 1839, il est nommé au Conseil Privé. Et en 1841 la croix d'Honneur lui est accordée.

De 1842 à 1848, il sera commandant des milices de St-Denis, avant de passer à la direction de l'Intérieur. Industriel comblé, il se lance dans des actions de mécénat : subventions à l'école des Moussettes de Nantes, hôpital au Butor en 1852, terrain pour l'école primaire de Salazie et surtout le financement de la route St-Denis-Brûlé inaugurée le 22 avril 1854.

*de RONTAUNAY*

Mais en 1859 l'affaire du *Mascareignes* va assombrir une vie exemplaire. Le 12 mars 1859 une épidémie de choléra qui fit 863 morts se déclencha en ville. Amenée par un vaisseau de M. de Rontaunay, le *Mascareignes*, dont le capitaine, au moins, avait fait preuve de légèreté coupable. Un procès douloureux eut lieu qui entama la réputation et l'honneur de M. de Rontaunay. Il en fut très affecté et certains n'hésitent pas à affirmer que cela hâta son trépas. Il mourut le 14 janvier 1863.

### **LA MORT DE JULIEN DE RONTAUNAY**

Le 15 janvier 1863, les maisons de commerce de St-Denis s'étaient fermées dès le matin, en signe de deuil ; ces portes closes, le mouvement des affaires arrêté, la ville avait pris comme un air de tristesse grave et recueillie.

A 3 heures et demie, la foule commençait à affluer vers une maison de la rue de Paris ; elle s'échelonnait de la place du Trésor à la Cathédrale. La place de l'Eglise était envahie depuis longtemps, les voitures stationnaient dans les rues avoisinantes.

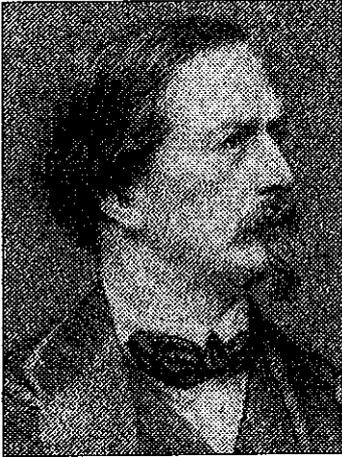
A quatre heures, un convoi mortuaire se mettait en marche ; il était précédé par la musique de la milice et un piquet de cent hommes formait une double haie ; les élèves des Frères et les jeunes Malgaches de la Ressource suivaient sur deux files.

*Le Moniteur de la Réunion*  
17 janvier 1863

**Sources**

Brochure, 1862, *Album de la Réunion*, (III<sup>e</sup> volume), St-Denis, Imp. Roussin, 1863

**Illustration** : J. de Rontaunay (A. Roussin, *Album de la Réunion*)



## *Louis-Antoine* **ROUSSIN**

3 mars 1819 - 18 septembre 1894

**Artiste**  
**Lithographe**  
**Photographe**  
**Journaliste**

Le 3 mars 1819 Louise-Corentine Quinart, épouse du boulanger avignonnais Louis-Laurent Roussin mettait au monde Louis-Antoine. Soldat au 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, il arrive en garnison à l'île Bourbon en 1842. Quatre ans plus tard, ayant rejoint la société civile comme professeur de dessin à St-Benoît, il épouse Louise-Elisabeth Petit le 14 octobre 1846. Le jeune ménage s'installe à St-Denis et ouvre un atelier de peinture. Un jour, par hasard, il découvre dans un coin du magasin général de la marine une vieille presse lithographique qu'il va reconstituer. L'artiste-peintre devient lithographe avant d'élargir sa palette professionnelle par une presse typographique. Et le peintre devenu imprimeur rêve de finir journaliste. Un rêve qui deviendra réalité en 1861. En effet Roussin lance *La Semaine*, le premier hebdomadaire illustré de la Réunion. Il ne durera qu'un an. Le 25 décembre 1862 *La Semaine* prend des vacances comme les lycéens, ses plus enthousiastes lecteurs. L'hebdo ne reparaitra plus, mais pas avant d'avoir proposé aux Réunionnais la première bande dessinée locale : « *Voyage de M. Chose dans la Mer des Indes* ».

Antoine Roussin va se lancer dans l'œuvre de sa vie : l'*Album de la Réunion*. C'est une histoire pittoresque de l'île comprenant « *la géographie, l'histoire naturelle, l'agriculture, l'industrie, la biographie et les célébrités créoles...* ». Le premier volume sort en 1860 et le cinquième en 1869. Il consacra 20 ans à l'ouvrage. Une deuxième édition en 4 volumes voit le jour entre 1879 et 1883.

Entre temps il retourne à l'enseignement. Le 10 mars 1857 il est nommé professeur suppléant de dessin au lycée de St-Denis. Il prendra sa retraite 30 ans plus tard en 1888.

Peintre, lithographe, imprimeur, photographe, journaliste et curieux, il a joué un rôle important dans la vie culturelle réunionnaise. De son mariage, il eut 5 enfants : Louise-Elisabeth, Louise-Berthe, Georges-Augustin, Louis-Antoine-Marie et Léonie-Marie-Antoinette qui ne vivra que quelques semaines.

Il meurt le 18 septembre 1894 et repose au cimetière de St-Denis.

«Monsieur le Président,  
Messieurs les membres du Conseil Général,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je vais publier une nouvelle édition de «l'Album de la Réunion». Un soin tout spécial sera apporté à cette publication. Les articles et les dessins qui auront perdu de leur intérêt seront éliminés. En revanche, la nouvelle édition sera enrichie des portraits et des biographies des hommes qui ont marqué la colonie par leurs services ou par leur talent, et qui n'ont pu trouver place dans la première édition.

En outre, au moment où vont commencer les travaux du port et du chemin de fer, il y aura, dans ce seul fait, un élément nouveau pour l'album, des sujets aussi intéressants qu'inépuisables auxquels j'ai l'intention de consacrer une large place.

Permettez-moi, Messieurs, de vous rappeler que l'album est un monument que j'ai élevé au prix de trente ans d'un labeur que rien n'a pu rebûter, à toutes les gloires de cette colonie à laquelle j'ai tenu ainsi à payer ma dette de reconnaissance pour l'hospitalité qu'elle m'a donnée.

J'ose espérer, Messieurs, que, avec le public sympathique de ce pays, vous m'aideriez à conduire à bonne fin l'entreprise que j'ai conçue de consacrer mes dernières années à la reconstruction de l'œuvre qui a rempli la plus grande partie de mon existence.

Autrefois, le Conseil Général votait quarante exemplaires de l'album. Le prix des abonnements pour la deuxième édition étant diminué de moitié, j'aime à espérer que ce chiffre de 40 exemplaires ne vous arrêtera pas, surtout lorsque vous vous rendrez compte du peu d'importance de la somme que vous aurez à inscrire annuellement au budget pour cette dépense.

Dans l'espoir, Messieurs, que la première assemblée de la colonie daignera prêter son concours à une œuvre essentiellement coloniale et patriotique, j'ai l'honneur de vous prier d'agréer, les sentiments de respectueux dévouements avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Président et Messieurs les Conseillers Généraux, votre très humble serviteur.

**A. Roussin**

**Source**

U. Lartin in *Bulletin Cercle Généalogique de Bourbon, St-Denis*, n° 35

**Photo :** Antoine Roussin (Océan Editions)



## Claude RUELLE

circa ~~1663~~ - 8 juillet 1728  
1656

### Flibustier repentî

Claude Ruelle (ou Ruel), fils de Jean Ruelle et de Martine Toulé, est né à St-Rémy en Bourgogne vers 1656. Il serait arrivé en 1695 à Bourbon sur un navire pirate. Compagnon du pirate Avery, il est un des premiers flibustiers à s'installer dans l'île pour gagner honnêtement sa vie. Le 3 avril 1696, il obtient une concession de terre et se met au travail. Bastide le décrit comme un «*laboureur*» alors que pour Boucher il est «*maquignon*».

Le 29 août 1696, il épousa Monique Caron, fille de Louis Caron, originaire de Bretagne, et de Monique Péreire, Portugaise des Indes. La mariée n'a que 12 ans et l'époux près de trois fois son âge. Ils auront trois enfants : Louis qui mourut à 11 ans, Marie qui va épouser Jean-Baptiste Grimaud et Françoise qui épousa l'Ostendais Adam Jams, pirate repentî comme son beau-père, et ancien compagnon de la Buse et de Clayton.

Claude Ruelle travailla durement sur ses deux propriétés dont la plus connue fut celle du Bois-de-Nèfles (St-Paul). Il n'avait que deux Noirs pour l'aider. Il construisit le chemin de Bois-de-Nèfles pour désenclaver son habitation. Il est un des rares à trouver grâce dans la galerie de portraits dressée venimeusement par Boucher. Il vit «*chrétiennement*» ; certes il est «*ivrogne*» mais il ne boit «*que le dimanche et les jours fériés*».

En revanche, son épouse aurait — toujours selon Boucher — «*la conduite fort déréglée*» ; mais elle est quand même «*fort bonne travailleuse et assez bonne couturière*».

Le 3 avril 1698, il obtint une concession dans le vieux St-Paul au lieu-dit Parc-à-Jacques. Si la terre y est peu fertile, il peut y construire sa maison et se livrer à l'élevage.

Le 4 mars 1702, il acheta à François Boucher «*La Bourdonnière*», une propriété aux Roches à St-Paul. Mais ce ne fut pas une bonne affaire, et il la revendit quelques mois plus tard.

Claude Ruelle meurt le 8 juillet 1728. Sa veuve inconsolable le suivra au tombeau un an plus tard (le 7 juillet 1729).

## RUELLE

### **BCEUF Y CONNAIT CHEMIN**

«Claude Ruelle qui n'a que deux Noirs, a formé une des plus belles habitations de tout le quartier dans le pays des nefs (Bois-de-Nèfles), et a fait un grand chemin pour y aller en charrette. Ce qui lui a donné la facilité de s'accroître ainsi et de se former cette commodité c'est que ni lui, ni ces Noirs ne se sont point trouvés détourner par le transport des denrées de son habitation à sa maison, auquel usage il se sert de trois bons bœufs qu'il a si bien dressés que, sans conducteur, ses bœufs étant chargés à la montagne, se rendent seuls avec leurs charges chez lui, où, étant réchargés, ils retournent de même à la montagne».

**A. Boucher**, *Mémoire*, 1711

#### **Source**

R.P. Barassin in *Mémoire de Boucher*, St-Denis, Mascarin, 1989

**Illustration** : Pavillon de flibustier